ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones et par le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, le 2 août 1984, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "stimulant l'emploi des handicapés à la Régie des Postes", a donné le 5 septembre 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 2e augustus 1984 door de Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie en door de Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen bij de Regie der Posterijen", heeft de 5e september 1984 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Dans le texte français, il faut écrire, sur le modèle du texte néerlandais, "... l'emploi de handicapés".

PREAMBULE.

1) A l'alinéa 1er, il conviendrait d'écrire :

"Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967;".

2) L'alinéa 3 devrait, conformément à l'usage, être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes, notamment l'article 19, modifié par la loi du 28 décembre 1973, et l'article 20;".

3) Les textes mentionnés aux alinéas 4, 5 et 6 ne constituent pas le fondement légal de l'arrêté en projet et ne sont pas nécessaires à la compréhension de celui-ci. Ces trois alinéas doivent donc être omis.

4) Les alinéas 7 à 11, qui se bornent à paraphraser le dispositif de l'arrêté en projet, gagneraient à être remplacés par un seul considérant rédigé comme suit :

.../...

"Considérant qu'il importe d'établir des règles particulières afin de faciliter le recrutement de handicapés;" (1).

DISPOSITIF.

Articles 1er et 2.

Ces articles qui déterminent tous deux le champ d'application du projet peuvent être fusionnés.

La première phrase de l'article 1er se borne à annoncer que le projet déroge au statut des agents de l'Etat. Elle est dépourvue de portée juridique et doit être omise.

Aux termes du texte français de l'article 20, 2°, de la loi du 16 avril 1963, ce sont les handicapés "enregistrés" qui sont placés dans les administrations publiques et dans les organismes d'intérêt public. Le terme "inscrits" doit être remplacé par celui d'"enregistrés" dans le texte français.

La même remarque vaut pour le texte français de l'article 6 (devenant l'article 5).

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

La Régie des postes est tenue d'occuper cinquante handicapés enregistrés par le Fonds national de reclassement social des handicapés.

.../...

- - - - - - - -

(1) Voir l'arrêté royal du 23 mai 1984 stimulant l'emploi de handicapés à la Régie des télégraphes et des téléphones (Moniteur belge du 3 juillet 1984).

Il n'est pas tenu compte dans ce nombre des handicapés déjà en service le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté ni des agents qui deviendraient handicapés postérieurement à cette date".

Article 3 (devenant l'article 2).

Le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

Pour pouvoir être recrutés, les handicapés visés à l'article 1er, alinéa 1er, doivent remplir les conditions fixées par les articles 15 et 16 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, à l'exception de celles qui sont relatives au concours et à la limite d'âge".

Article 4 (devenant l'article 3).

Le texte suivant est proposé :

"Article 3.-

Il est créé auprès de la Régie une commission spéciale.

Elle a pour mission :

1° de rechercher les emplois qui pourraient être occupés par des handicapés;

2° de faire des propositions au Ministre en vue de l'adaptation des postes de travail au handicap des candidats;

3° de suivre les handicapés pendant la période d'essai ou de stage" (1).

.../...

- - - - - - - - - -

(1) Les mots "ou de stage" ont été ajoutés au texte du projet, parce que, s'il est vrai que les membres du personnel auxiliaire de la Régie des postes sont soumis à une période d'essai, les agents des postes sont admis au stage, conformément au statut des agents de l'Etat.

Article 5 (devenant l'article 4).

L'article fixe la composition de la commission. Le 4° prévoit la présence d'"un représentant de chaque organisation syndicale représentative au sens de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités".

Les critères de représentativité fixés par les articles 7 et 8 de la loi du 19 décembre 1974 diffèrent selon les comités (nationaux, de secteur ou particuliers) au sein desquels les organisations sont appelées à siéger. Le 4° de l'article 5 du projet ne précise pas quel est le critère de représentativité choisi.

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a répondu que les organisations syndicales dont le représentant est appelé à siéger à la commission spéciale sont celles qui sont représentées au collège de surveillance constitué au sein de la Régie par l'article 13 de l'arrêté royal n° 182 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des postes, publié au Moniteur belge du 20 janvier 1983. Il s'agit de la Centrale générale des services publics, en abrégé : "C.G.S.P.", du Syndicat chrétien du personnel des Chemins de fer, des Postes, Télégraphes et Téléphones, de la Marine, des Voies aériennes,de la Radio et de la Télévision, en abrégé : "S.C.C.", et du Syndicat libre de la fonction publique, en abrégé "S.L.F.P.".

.../...

L'article 13 de l'arrêté n° 182 fait l'objet d'un recours en annulation introduit par la Fédération postale (A. 30.082/VI-7233). Si elle devait être prononcée, l'annulation de l'article 13 aurait des répercussions sur la composition de la commission spéciale.

Article 7 (devenant l'article 6).

L'alinéa 1er impose au Ministre de consulter la commission spéciale avant de recruter un handicapé.

L'alinéa 2 donne au Ministre le pouvoir de choisir des candidats sur la liste établie par le Fonds. Cette faculté devrait être inscrite dans l'article 8 (devenant l'article 7), qui décrit les différentes phases du recrutement.

Le texte suivant est proposé :

"Article 6.-

Avant tout recrutement, le Ministre ou son délégué prend l'avis de la commission spéciale.

Il décrit les tâches principales inhérentes à chaque emploi offert ainsi que les aptitudes professionnelles requises pour l'occuper".

.../...

Article 8 (devenant l'article 7).

Le texte suivant est proposé :

"Article 7.-

La commission spéciale propose au Ministre des candidats choisis parmi les handicapés visés à l'article (5). Le Ministre peut aussi choisir d'autres candidats parmi les mêmes handicapés.

Dans les limites tracées par la commission, la Régie vérifie les aptitudes professionnelles des candidats. Elle s'assure qu'ils satisfont aux conditions prévues à l'article (2). Elle sollicite l'avis de l'Office médico-social de l'Etat, en joignant à sa demande la description des tâches principales qui seront confiées aux intéressés.

La commission déclare admissibles les candidats qui remplissent toutes les conditions requises pour être recrutés".

Chapitre III.

Ainsi qu'on l'a vu, les agents recrutés en qualité d'auxiliaire (occupation à temps partiel ou intermittente) sont admis à l'essai, alors que les candidats recrutés en qualité d'agent des postes sont admis au stage. Les deux termes "stage" et "essai" doivent, par conséquent, figurer dans l'intitulé du chapitre III et dans les articles 9 et 10 (devenant les articles 8 et 9).

.../...

En ce qui concerne plus particulièrement l'article 10 (devenant l'article 9), on observera que le handicapé, pour être admis au stage ou à l'essai, doit avoir satisfait à l'examen médical. L'inaptitude dont il est question dans cette disposition ne peut être que l'inaptitude professionnelle. Le texte doit le préciser.

Le texte suivant est proposé pour l'article 9 (devenant l'article 8) :

"Article 8.-

Les candidats déclarés admissibles sont admis au stage ou à l'essai selon le cas".

Article 11 (devenant l'article 10).

Le texte suivant est proposé :

"Article 10.-

§ 1er. Toute nomination par promotion ou par changement de grade et toute mutation est précédée d'un examen médical organisé par l'Office médico-social de l'Etat. La Régie joint à la demande d'examen une description des tâches principales qui seront confiées au candidat.

L'alinéa 1er n'est pas applicable aux promotions en carrière plane et dans les familles d'emplois.

§ 2. Le Ministre ou son délégué peut demander l'avis de la commission spéciale avant de procéder à la promotion, au changement de grade ou à la mutation".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

In de Franse tekst moet, naar het voorbeeld van de Nederlandse tekst, worden geschreven "l'emploi de handicapés".

AANHEF.

1) In het eerste lid zou moeten worden geschreven :

"Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 4 van 18 april 1967;".

2) Het derde lid zou, zoals gebruikelijk is, als volgt moeten worden gesteld :

"Gelet op de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der posterijen, inzonderheid op artikel 19, gewijzigd bij de wet van 28 december 1973, en op artikel 20;".

3) De in de leden 4, 5 en 6 vermelde teksten vormen niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit en zijn niet noodzakelijk voor een goed begrip ervan. Die drie leden moeten bijgevolg worden weggelaten.

4) De leden 7 tot 11 beperken zich ertoe het bepalend gedeelte van het ontworpen besluit te parafraseren en zouden beter worden vervangen door een enkele considerans, gesteld als volgt :

.../...

"Overwegende dat bijzondere regels dienen te worden vastgesteld om de werving van minder-validen te vergemakkelijken;" (1).

BEPALEND GEDEELTE.

Artikelen 1 en 2.

Deze artikelen geven beide de werkingssfeer van het ontwerp aan; zij kunnen gevoeglijk worden gefusioneerd.

De eerste volzin van artikel 1 bepaalt zich tot de vermelding dat in het ontwerp wordt afgeweken van het statuut van het rijkspersoneel. Die bepaling heeft geen enkele rechtsinhoud en moet vervallen.

Luidens de Franse tekst van artikel 20, 2°, van de wet van 16 april 1963, zijn het "les handicapés enregistrés" die in de openbare besturen en de instellingen van openbaar nut worden geplaatst. In de Franse tekst moet het woord "inscrits" worden vervangen door "enregistrés".

Dezelfde opmerking geldt voor de Franse tekst van artikel 6 (dat artikel 5 wordt). De volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

---

(1) Zie het koninklijk besluit van 23 mei 1984 ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen bij de Regie van telegrafie en telefonie (Belgisch Staatsblad van 3 juli 1984).

"Artikel 1.-

De Regie der posterijen is verplicht vijftig minder-validen te werk te stellen die zijn ingeschreven door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen.

In dit aantal zijn niet begrepen de minder-validen die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit reeds tewerkgesteld zijn, noch de ambtenaren die na die datum minder-valide mochten worden".

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 2.-

Om voor werving in aanmerking te komen moeten de in artikel 1, eerste lid, bedoelde minder-validen de voorwaarden vervullen die gesteld zijn door de artikelen 15 en 16 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, met uitzondering van die voorwaarden welke betrekking hebben op het vergelijkend examen en op de leeftijdsgrens".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 3.-

Bij de Regie wordt een bijzondere commissie opgericht.

.../...

Zij heeft tot taak :

1° de betrekkingen op te sporen die door minder-validen zouden kunnen worden bekleed;

2° aan de Minister voorstellen te doen met het oog op de aanpassing van de arbeidsposten aan de handicap van de gegadigden;

3° de minder-validen gedurende de proeftijd of de stage te volgen" (1).

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Het artikel bepaalt de samenstelling van de commissie. Onder 4° wordt voorzien in de aanwezigheid van "een vertegenwoordiger van elke vakorganisatie die als representatief wordt beschouwd overeenkomstig de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel".

De in de artikelen 7 en 8 van de wet van 19 december 1974 vastgestelde representativiteitscriteria verschillen naar gelang van de comités (nationale comités, sectorcomités of bijzondere comités) waarin de organisaties zitting hebben te nemen. De tekst onder 4° van artikel 5 van het ontwerp bepaalt niet nader welk representativiteitscriterium in aanmerking wordt genomen.

.../...

---

(1) De woorden "of de stage" werden aan de tekst van het ontwerp toegevoegd omdat de leden van het hulppersoneel van de Regie der posterijen wel een proeftijd moeten doormaken, maar de postambtenaren tot de stage worden toegelaten overeenkomstig het statuut van het rijkspersoneel.

Hierover ondervraagd, heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord dat de vakorganisaties waarvan de vertegenwoordiger in de bijzondere commissie zitting heeft te nemen, die organisaties zijn welke vertegenwoordigd zijn in het college van toezicht dat bij de Regie is opgericht door artikel 13 van het koninklijk besluit nr 182 met betrekking tot de saneringsmaatregelen die toepasselijk zijn op de Regie der posterijen, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 20 januari 1983. Het gaat om de Algemene Centrale der Openbare Diensten, afgekort "A.C.O.D.", het Christelijk Syndicaat van het personeel van Spoorwegen, Posterijen, Telegrafie en Telefonie, Zeewezen, Luchtvaart, Radio en Televisie, afgekort "C.V.C", en het Vrij Syndicaat voor het Openbaar Ambt, afgekort "V.S.O.A.".

Tegen artikel 13 van het besluit nr 182 is door de Postbond een beroep tot nietigverklaring ingesteld (A. 30.082/VI-7233). Mocht artikel 13 worden vernietigd, dan zou dat een weerslag hebben op de samenstelling van de bijzondere commissie.

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

Het eerste lid legt aan de Minister de verplichting op om vóór het aanwerven van een minder-valide, de bijzondere commissie te raadplegen.

Het tweede lid verleent de Minister de bevoegdheid om gegadigden te kiezen uit de door het Fonds opgestelde lijst. Die mogelijkheid zou moeten worden opgenomen in artikel 8 (dat artikel 7 wordt), waarin de verschillende fasen van de aanwerving worden beschreven.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 6.-

Vóór iedere aanwerving wint de Minister of zijn gemachtigde het advies van de bijzondere commissie in.

Hij beschrijft de bijzondere taken die bij elke aangeboden betrekking behoren, alsmede de beroepsgeschiktheid die vereist is om deze te bekleden".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 7.-

De bijzondere commissie stelt aan de Minister gegadigden voor, die gekozen worden uit de in artikel (5) bedoelde minder-validen. De Minister kan ook andere gegadigden kiezen uit dezelfde minder-validen.

Binnen de door de commissie gestelde grenzen, onderzoekt de Regie de beroepsgeschiktheid van de gegadigden. Zij gaat na of zij de in artikel (2) gestelde voorwaarden vervullen. Zij vraagt het advies van de Sociaal-Medische Rijksdienst, en voegt bij haar aanvraag de beschrijving van de bijzonderste taken die aan de betrokkenen zullen worden toevertrouwd.

De gegadigden die elke voor de werving vereiste voorwaarden vervullen, worden door de commissie benoembaar verklaard".

Hoofdstuk III.

Zoals reeds hoger werd gezegd, worden de als hulpkrachten aangeworven personeelsleden (gedeeltelijke tewerkstelling of tewerkstelling met tussenpozen) tot de proeftijd toegelaten, terwijl de als postambtenaren aangeworven gegadigden tot de stage worden toegelaten. Beide termen "stage" en "proeftijd" moeten bijgevolg in het opschrift van hoofdstuk III en in de artikelen 9 en 10 (die de artikelen 8 en 9 worden) voorkomen.

Meer bepaald met betrekking tot artikel 10 (dat artikel 9 wordt), zij opgemerkt dat de minder-valide, om tot de stage of tot de proeftijd te worden toegelaten, bij het medisch onderzoek moet hebben voldaan. De ongeschiktheid waarvan in die bepaling sprake is, kan dus alleen slaan op de beroepsongeschiktheid. Dat moet in de tekst worden gepreciseerd.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 9 (dat artikel 8 wordt) :

"Artikel 8.-

De benoembaar verklaarde gegadigden worden naar gelang van het geval tot de stage of tot de proeftijd toegelaten".

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 10.-

§ 1. Aan iedere benoeming door bevordering of door verandering van graad en aan iedere mutatie gaat een door de Sociaal-Medische Rijksdienst georganiseerd geneeskundig onderzoek vooraf. De Regie voegt bij de aanvraag tot onderzoek een beschrijving van de bijzonderste taken die aan de gegadigde zullen worden toevertrouwd.

Het eerste lid vindt geen toepassing op de bevorderingen in een vlakke loopbaan en in de families van betrekkingen.

§ 2. De Minister of zijn gemachtigde kan het advies van de bijzondere commissie inwinnen, alvorens de bevordering, de verandering van graad of de mutatie toe te kennen".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par Mme J.-M. DAGNELIE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J.-M. DAGNELIE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. TAPIE.